

La voix de l'opposition de gauche

Le 8 juin 2017

CAUSERIE

Quelques infos sur le portail.

Même si je ne reçois pas de courriels ou si les lecteurs me boudent, l'image qui montre les connexions au portail dans le monde qui m'a été fournie par la société qui l'héberge, témoigne que je ne raconte pas de blagues en affirmant que chaque mois dans plus de 50 pays des travailleurs ou des militants s'y connectent.

La présentation de la page d'accueil a été légèrement modifiée, simplifiée, bref, améliorée.

J'ai ajouté le texte de la Direction générale du travail daté du 31 mai 2017 publié hier par Libération.

● [Téléchargement ici](#)

J'ai également modifié la proposition que j'ai rédigée et mise en ligne hier *pour mettre en échec les ordonnances du gouvernement contre le code du travail*. J'ai ajouté notamment l'abrogation de la loi Macron-EI Khomri.

La causerie plus tard si je parviens à la terminer avant 17h.

Pondichéry, 14h23

Rectificatifs.

Ils n'ont pas supprimé le carnet de rationnement en Inde.

Ce qui nous a induit en erreur, c'est qu'ils avaient arrêté la distribution depuis plus de deux mois. Début juin au Tamil Nadu on a eu le droit à du riz seulement, toutes les autres denrées n'étaient pas disponibles. On le paie 10 roupies au lieu de 30. A Pondichéry ils ont distribué du riz de tellement mauvaise qualité que les Indiens l'ont donné aux chiens ou aux chèvres !

Ce fut sans doute une erreur de soutenir FI aux législatives.

En étant à 10.000 kilomètres de la France je ne pouvais apprécier avec suffisamment de finesse l'état d'esprit des travailleurs et mesurer précisément le dynamisme enclenché par Mélenchon que j'ai surestimé apparemment. Il aurait sans doute fallu appeler au boycott. On en reparlera le 12 juin.

La question qui les taraude, qui les angoisse. Dans la rue !

- "La politique reprendra ses droits. La question est: d'où va venir l'opposition? Ce sera soit une opposition démocratique, à l'Assemblée, soit dans la rue." (Philippe Moreau-Chevrolet, expert en communication politique - AFP 07.07)

- " La fronde peut être à l'intérieur de cette majorité, ou alors, et ce serait pire, dans la rue".
(Laurent Neumann - bfmtv.com 06.06)

- Est-on sûr qu'une assemblée composée de bleus, le doigt sur la couture du pantalon, profiterait à la vie démocratique du pays ? (leparisien.fr 07.06)

Elle témoignerait que la démocratie est ailleurs que dans les institutions de la Ve République. Quand une classe sociale représentant une infime minorité de la population détient le pouvoir, tout le pouvoir, tous les pouvoirs, il va de soi que la démocratie ne peut pas exister, sauf à se faire de graves illusions ou tout confondre.

Seul un véritable parti ouvrier peut l'incarner, un parti qui incarne les besoins et les aspirations légitimes de la majorité du peuple et au-delà de l'humanité, un parti qui soit tourné vers le futur, qui serait forcément débarrassé du capitalisme...

Parole d'internaute.

1- "Le gouvernement Macron va tuer le droit du travail , tous les acquis sociaux pour lesquels nos parents et grands- parents se sont battus, c'est affligeant , si c'est ça la France d'aujourd'hui c'est qu'elle n'a plus aucun principe ni aucune valeur..."

Ne soyez pas nostalgique du passé, car de tout temps des millions de travailleurs ont dû subir injustement ce que vous ne supportez plus aujourd'hui et bien pire encore...

2- "Le peu de Français qui se déplaceront dimanche vont élire des godillots qui aideront le bras armé du patronat à supprimer tous les acquis sociaux des ouvriers."

3- "Les gens votent pour la baisse de leur pouvoir d'achat, parce que le but de Macron est de faire baisser les coûts de production, afin que les entreprises françaises soient davantage compétitives et gagnent encore plus d'argent!"

4- "On est mal barrés... Espérons que les Macron-béats vont avoir un éclair de lucidité avant d'aller voter dimanche..."

Car quand ils seront devenus corvéables et jetables à merci, et qu'en plus ils verront baisser leur feuille de paye ou leur retraite, il sera trop tard."

Pas forcément, il sera peut-être temps de faire table rase du passé, non ? La question est déjà à l'ordre du jour, elle le sera avec plus d'acuité demain...

5- "Vous en voulez du Macron, vous allez en avoir ! Salariés réfléchissez bien dimanche dans l'isolement ! La casse des acquis sociaux, la flexibilité, la pénibilité, etc ... tout ce que nos anciens ont tant eus de mal à gagner sera démantelé en quelques mois grâce à ce président soutenu par le MEDEF et les patrons du CAC 40 !"

3,44%. Fake news ou fausse nouvelle, les médiocrates sont les champions toutes catégories.

- Législatives: raz-de-marée pour En Marche chez les Français de l'étranger - Le Huffington Post

Quatre exemples pour illustrer ce "raz-de-marée pour En Marche" :

Dans la sixième circonscription, le candidat de REM recueille 63,55 % des suffrages exprimés soit 12,76 % des inscrits avec un taux de participation de 15,94 %.

Dans la dixième circonscription, le candidat de REM recueille 60,08 % des suffrages exprimés soit 11,73% des inscrits avec un taux de participation de 19,54%.

Dans la cinquième circonscription, le candidat de REM recueille 50,36 % des suffrages exprimés soit 7,96 % des inscrits.

Dans la huitième circonscription le candidat de REM recueille 36,67 % des suffrages exprimés soit 3,44% des inscrits avec un taux de participation de 9,4 %. (Source: Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - Le Point 06.06)

En complément. Confirmation de ce que j'expliquais hier à propos des Français de l'étranger.

- ...les Français de l'étranger ne ressemblent pas à tous les Français: pour le dire clairement, il y a peu de prolétaires, de France périphérique, de France insoumise, parmi ces Français qui partent tenter leur chance et parfois gagner beaucoup d'argent à l'étranger.

La droite est en très grande difficultés car chez cette France active, qui a tenté l'aventure de l'expatriation, Emmanuel Macron se substitue à la droite libérale, qui avait d'usage les faveurs de cette sociologie. (...) C'est dire si ces Français-là croient dans le coup de pouce, le coup de booster libéral qu'Emmanuel Macron peut incarner pour tous ceux qui veulent réussir. bfmtv.com 06.06

Constitution. Un système électoral inique ou quand 30% des voix = 65 à 75% des élus.

- Législatives : une abstention historique pour nuancer la victoire de REM - LePoint.fr

S'il y a bien une inconnue à J - 4 du premier tour des législatives, c'est l'abstention. Dans un scrutin où le mouvement du président Emmanuel Macron devrait remporter une large majorité de sièges à l'Assemblée nationale, la participation risque bien d'être en berne. Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Point*, elle s'élèverait à 52 %, soit cinq points en dessous de celle de 2012. « C'est près de 20 points sous le niveau de participation moyen au premier tour des élections législatives (71,75 %) », précise l'enquête. Bref, un record historique d'abstention qui pourrait ternir la victoire de La République en marche (REM). « Avec un tiers des suffrages, REM-MoDem est en passe de récupérer entre 350 et 390 sièges », analyse Gaël Sliman, président d'Odoxa. En termes de projection de sièges à l'Assemblée nationale, 64 % devraient revenir à REM et au MoDem LePoint.fr 07.06

- Aux législatives, gauche et droite vont être victimes d'un système électoral pervers qu'elles ont favorisé - Le Huffington Post

Personne ne s'en était jusqu'ici avisé, mais notre mode de scrutin, majoritaire à deux tours, unique en Europe, qui a permis alternativement au RPR devenu UMP puis au Parti Socialiste d'obtenir, avec 34% des suffrages environ au premier tour, des majorités absolues à l'Assemblée nationale dans la foulée des élections présidentielles, aura un effet encore plus amplificateur dès lors que le parti arrivé en tête est centriste ou central.

La raison en est simple: quand un candidat de la "République en marche" sera en tête au premier tour, dans une circonscription, il aura toutes les chances de l'emporter au second puisque ses adversaires de droite, de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche ne pourront évidemment pas s'unir pour lui faire barrage.

Lorsque, en revanche, il arrivera en seconde position, contre un candidat de droite il pourra recevoir des renforts de gauche et contre un candidat de gauche il pourra recevoir des renforts de droite. CQFD!

Conséquence: même avec 27–28% des suffrages, la "République en marche" pourra emporter une majorité absolue et, avec 31%, on assisterait à un raz-de-marée.

Mais ce système électoral, qui se retourne aujourd'hui contre elles (la droite LR et la gauche socialiste - ndlr), c'est la droite qui l'a défendu à cor et à cri. Pas question de le démocratiser! Tandis que le PS, contrairement à ses promesses d'y instiller une dose de proportionnelle, il n'y a pas touché. Le Huffington Post 07.06

Commentaire d'un internaute.

- "J'aimerais que l'on comprenne que Le Macron des médias ne fait pas l'unanimité ! Il est loin d'avoir fait l'unanimité aux présidentielles ! Et puis tout cet hyper battage médiatique envers Macron et son gouvernement sont loin de plaire aux Français comme on veut bien le laisser entendre 7/7 jours 24h sur 24 ! C'est devenu un matraquage médiatique inouï ! Cela devient contre productif et les urnes le diront dimanche ! L'abstention sera reine."

Reste à savoir si à la dernière minute les intentions affichées de Macron de liquider le code du travail ne vont pas décider de nombreux abstentionnistes à aller voter, et dissuader ceux qui avaient prévu de voter REM de le faire en se reportant sur un autre parti. Nul ne le peut l'affirmer avec certitude, certes cela serait logique, mais le peuple travailleur en manque singulièrement, peut-être pas tant qu'on le croit.

L'annonce que les élections législatives seraient pliées n'est pas anodin, elle peut au contraire en persuader plus d'un qu'il est dorénavant inutile d'aller voter, favorisant ainsi l'abstention qui profiterait à Macron. Il n'y a rien de pire que d'estimer qu'on a perdu d'avance un combat et se résigner.

Des institutions corrompues et antidémocratiques. Pourquoi ils en sont ou comment ils en croquent.

Le financement des partis politiques est régi par la loi du 11 mars 1988, complétée par une ordonnance de 2003. Celles-ci prévoient qu'un parti perçoit 1,68 euros par an (1,42 euros en 2017 - ndlr) et par voix sur cinq ans à condition de dépasser le seuil de 1% des suffrages exprimés dans 50 circonscriptions aux législatives.

D'après nos calculs, sur la base de circonscriptions regroupant 100.000 habitants et d'une abstention de 30%, il suffit d'obtenir 700 voix dans 50 des 577 circonscriptions pour toucher la première fraction des subventions de l'Etat, et ce chaque année jusqu'au prochain scrutin législatif.

En 2011, quatorze partis ont eu accès à la première fraction, pour un total de 32,68 millions d'euros mais avec des écarts souvent considérables.

Si le nombre de femmes candidates n'égale pas celui des hommes dans une marge de 2%, une part des aides sont retenues à la source. Source: JO du 29 janvier 2011.

Le tout jeu Parti pirate a fait le même calcul. "Si on avait 50 candidats qui font 1% des voix, ça nous ferait 50 à 100.000 euros par an, sans tenir compte de la règle de parité"... huffingtonpost.fr 04/10/2016

Un élu équivaut à 37.280 euros", indique Le Monde. En 2016, le montant de l'aide publique a atteint 63,1 millions d'euros (28,8 millions pour la première partie et 34,3 millions pour la deuxième partie). Le Parti socialiste a récolté 24,9 millions d'euros, Les Républicains 18,6 millions d'euros, le Front national 5,1 millions d'euros, le PCF 2,9 millions d'euros et EELV 2,8 millions d'euros. rtl.fr 18.05.2017

Un élu vaut 37.280 euros et notre voix 1,42 euro : Putain de profit en vérité !

Bêlement en famille. S'ils le disent eux-mêmes.

- **"Aujourd'hui, une chèvre avec une étiquette Macron a de bonnes chances d'être élue" - bfmtv.com 06.06**

Cela vaut pour Macron en premier lieu ! C'est pour dire que derrière le torrent de louanges ou flatteries qu'ils lui adressent, ils ont jugé le bonhomme, un pantin, un crétin, c'est un pion, une marionnette sans pouvoir, un pauvre type, un cave.

Macron de par sa formation est un intellectuel, ce qui ne signifie pas grand chose quand on voit où en sont réduits les intellectuels ou la société dans laquelle ils jouent un rôle majeur. Le plus souvent une chèvre n'a rien à leur envier. Au moins elle nous épargne le tas de conneries qu'un intellectuel peut débiter...

Sauf que mes chèvres n'accepteront jamais de porter une telle étiquette, un peu de respect s'il vous plaît !

- **"Macron, c'est moi en mieux!": Sarkozy blague sur Macron - L'Express.fr**

L'ancien président de la République ne tarit pas d'éloges sur son lointain successeur, comme le rapporte Le canard enchaîné de ce mercredi.

"Avec l'âge, je suis devenu modeste: Macron, c'est moi en mieux!", aurait confié en privé Nicolas Sarkozy. "Ce type est incroyable! Il fait un sans-faute. S'il ne commet pas les erreurs que j'ai faites, il va aller très loin, on ne pourra pas l'arrêter", aurait même ajouté Nicolas Sarkozy, selon nos confrères.

Par ailleurs, comme le relève Le Lab, Nicolas Sarkozy avait déjà fait quelques compliments, indirects, à Emmanuel Macron, rapportés dans le JDD de dimanche dernier: "Ça ne peut pas marcher... Mais si ça marche, c'est un génie et il faudra s'incliner." L'Express.fr 07.06

De sa hauteur, modeste, sans mal !

La bête "à penser" du roturier.

- Le libéral Institut Montaigne, maître à penser de Macron - Liberation.fr

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer est un fidèle de ce think tank proche du CAC 40 et très influent pendant la campagne du nouveau président.

Au jeu des pronostics politiques, Laurent Bigorgne était bien coté pour devenir ministre. Cet agrégé d'histoire de 42 ans, spécialiste de l'éducation, est à la tête de l'Institut Montaigne, un think tank proche du patronat. Pendant la campagne, il a discrètement modelé une partie du programme de son «ami» Emmanuel Macron en jonglant pendant plusieurs mois entre un rôle de conseiller officieux et son poste à «Montaigne». Et une fois élu, le nouveau président de la République a choisi pour le ministère de l'Education Jean-Michel Blanquer, un vieux compagnon de route de

l'Institut Montaigne. C'est une nomination au goût de victoire pour lui et une boutique qui a toujours défendu un courant libéral de l'enseignement.

Cela fait déjà plusieurs années que Laurent Bigorgne souffle des idées à l'oreille d'Emmanuel Macron. Il avait pris l'habitude de lui rendre visite à l'Élysée, quand ce dernier était encore le secrétaire général adjoint du président Hollande. Les deux hommes s'étaient rencontrés par l'entremise de Richard Descoings, illustre et décrié directeur de Sciences-Po, mort en 2012. Quand une petite équipe s'active autour de Macron début 2016, Bigorgne participe aux réunions. «Avant le lancement officiel du mouvement, quelques personnes avaient pris l'habitude de se rencontrer assez fréquemment. On devait être une dizaine, on discutait, de fil en aiguille ce petit groupe s'est consolidé», détaille le directeur de l'Institut Montaigne.

Ce think tank fondé en 2000 par Claude Bébéar, longtemps PDG d'Axa et figure tutélaire du patronat français, a la vocation «d'élaborer des propositions concrètes dans les domaines de l'action publique, de la cohésion sociale, de la compétitivité et des finances publiques». L'Institut Montaigne et sa quinzaine de salariés sont financés quasi intégralement grâce aux adhésions d'une centaine d'entreprises, dont plusieurs sont membres du CAC 40. Avec une limite : une société ne peut pas apporter plus de 2 % du budget total. Pourtant réputé comme proche de la droite, l'organisme se réclame «indépendant» des partis. C'est Bébéar qui recrutera Laurent Bigorgne et le placera directeur des études en 2009. L'année suivante, il deviendra directeur général. Liberation.fr 07.06

Ils ont oublié de préciser que l'Institut Montaigne est un des relais du club Bilderberg.

Un petit coup de matraque au passage.

- Macron soutenu par les Français et victorieux aux législatives, selon Ipsos - Franceinfo

Le parrain promu.

- Jean-Pierre Jouyet nommé ambassadeur de France à Londres - Le Huffington Post

De Paris à Londres. Secrétaire général de l'Élysée sous François Hollande, Jean-Pierre Jouyet va connaître une belle promotion sous Emmanuel Macron. Le nouveau président de la République a décidé de le nommer ambassadeur de France en Grande-Bretagne.

Jean-Pierre Jouyet connaît Emmanuel Macron depuis plusieurs années. C'est lui qui, en 2011, l'avait présenté à François Hollande dans le cadre de la campagne présidentielle. C'est encore lui qui, en août 2014, avait proposé au président de la République de le nommer ministre de l'Économie en remplacement d'Arnaud Montebourg.

Membre de la fameuse promotion Voltaire de l'Ena, Jean-Pierre Jouyet est surtout un intime de François Hollande. Le Huffington Post 07.06

Extrait de : 2017, le coup d'Etat

Hollande et Jouyet sont amis depuis 35 ans, des bancs de l'ENA jusqu'à l'Élysée. Les deux hommes se rencontrent à 23 ans. Ils viennent de réussir le concours de l'École Nationale d'Administration et doivent effectuer leur service militaire ensemble, à Coëtquidan, où ils partagent leur chambre avec Michel Sapin. Les trois jeunes hommes se lient d'une forte amitié qu'ils entretiennent sur les bancs de l'ENA (la promotion Voltaire). Hollande déborde d'initiatives, et souvent, Jouyet accepte de le seconder dans ses projets. À la sortie de l'ENA, lors des affectations, François Hollande, classé 8e, laisse le dernier poste accessible à l'Inspection générale des Finances à Jean-Pierre Jouyet.

Leur amitié n'a jamais été mise à mal. Quand en 2014, Jouyet prend les fonctions de secrétaire général de l'Élysée, il déclare : « c'est l'aboutissement de ma vie publique et d'une vie avec lui ». Et de préciser : « Pendant les réunions, je suis secrétaire général, après je redeviens le copain, on sépare ce qui est public et privé de façon plus simple que ce que je croyais » Il promettait alors pour conclure : « Je suis là pour le servir, pas pour le gêner. Je l'ai gêné une fois, cela n'arrivera plus ».

La gêne dont parle Jouyet, c'est quand il a accepté d'entrer dans le gouvernement de François Fillon, au poste de secrétaire d'État chargé des Affaires européennes. François Hollande l'aurait très mal pris. « Mal pris » étant sans doute un peu fort...

Hollande et Jouyet sont loin d'être des tendres, il faut que ce soit bien clair pour tous les lecteurs. Ce sont de fins observateurs – et acteurs – de la vie politique. Ils en connaissent les rouages, les stratégies, les us et coutumes, les trahisons et les fidélités. (...)

Pour Hollande et Jouyet (et d'autres qui leurs sont proches) ce n'est pas l'économie qui est en crise, mais le système politique. (...)

La solution, c'est Jouyet qui l'a dans sa manche depuis un certain temps : c'est Emmanuel Macron ! Hollande n'est pas chaud. Il doute de la fiabilité du jeune banquier.

Jeune et avenant, une tête bien faite, cursus parfait, bien conditionné sous la férule de Jouyet et d'Attali, faisant consensus chez les patrons des multinationales et de la finance mondiale, adoubé par les américains, les anglais et les allemands, inculte politiquement et donc facilement contrôlable, un tantinet imbu de sa personne, il est le candidat idéal pour ce coup de force. Sa feuille de route est rédigée : appliquer une politique européenne libérale et atlantiste en matérialisant une alliance gauche/droite, poursuivre la politique économique engagée et l'inscrire durablement dans l'avenir du pays en créant un grand parti démocrate et « progressiste », à l'issue des élections. Gageons qu'il n' a pas fallu longtemps pour convaincre Macron.

Ce fut un peu plus difficile pour Hollande. Mais après l'avoir rassuré, Jouyet met Macron sur les rails très vite afin d'éviter qu'il ne soit contraint de se présenter à la primaire de la gauche. Il lui conseille de créer un mouvement plutôt qu'un parti car « compte tenu de l'ambiance, c'est préférable »... (...)

Mais Macron va aussi être présenté au « Tout Paris » par Jean-Pierre Jouyet, son parrain, qui dispose d'un carnet d'adresse aussi gros qu'un Larousse. Jouyet a épousé en seconde noce Brigitte Taittinger (le champagne), ex- PDG des parfums Annick Goutal et actuellement directrice de la stratégie de Sciences Po. Les témoins du mariage furent François Hollande et feu Christophe de Margerie, le PDG de Total. 12ème patron du CAC 40. Quand on saura que Jouyet a été nommé en 2008, par Sarkozy, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et que tous les patrons du CAC 40 sont venus le voir dans son bureau, on aura tout dit... (...)

Macron a été amené à devenir secrétaire général adjoint de l'Élysée, l'un des plus proches conseillers du Chef de l'État. Puis Ministre de l'Économie. Son recruteur et mentor politique, Jean-Pierre Jouyet est aujourd'hui Secrétaire Général de l'Élysée, autant dire le coeur de l'appareil d'État. Fin de l'extrait.

Sans l'ombre d'un doute, c'est Jouyet qui fut à l'origine des ennuis qu'a connu Fillon...

Terminator ou le casse du siècle.

Corvéable à merci.

- Concertation "approfondie" ou "plan caché" ? Trois questions sur le projet de réforme du Code du travail du gouvernement - francetvinfo.fr

Que dévoile "Libération" ?

Libération affirme s'être procuré des documents de la Direction générale du Travail datés du 31 mai, qui contiennent des pistes de "réformes demandées par le cabinet" de la ministre. "Rien n'indique que le gouvernement, à l'issue de la période de concertation avec les partenaires sociaux, retiendra l'ensemble de ces orientations, note le journal. Reste que ces textes en disent long sur les intentions de la nouvelle majorité. (...) Si elles sont réellement mises en œuvre, [elles] conduiraient à une vraie révolution – libérale – de notre droit du travail."

La loi Travail donnait déjà la possibilité de licencier les salariés dès qu'il y avait une baisse mesurable des commandes ou du chiffre d'affaires. Le gouvernement pourrait aller plus loin, affirme Libération, en "concrétisant un vieux rêve du patronat : pouvoir négocier, en amont, et à l'échelle de l'entreprise, le motif du licenciement". Chaque entreprise pourrait ainsi fixer ses propres critères "en définissant, par exemple, un niveau de ventes pour les commerciaux ou de production pour les ouvriers" : "En cas de non-respect de ces objectifs, le licenciement deviendrait alors automatique et sans possibilité de recours".

Autre piste évoquée dans ces documents : négocier à l'échelle de l'entreprise, et non plus au niveau de la branche, sur des questions aussi variées que les indemnités légales de licenciement, la durée de la période d'essai ou celle du préavis. Un patron pourrait également soumettre au vote des salariés un accord refusé par les syndicats. Des accords d'entreprise qui pourraient prévaloir sur les contrats de travail des salariés, alors qu'aujourd'hui, sauf exceptions, ces derniers doivent signer un avenant pour les valider. francetvinfo.fr 07.06

- Réforme du travail: les syndicats haussent le ton, le gouvernement récuse "tout plan caché" - AFP

Jusque-là attentistes, les syndicats lancent un avertissement à l'exécutif: un article du quotidien Libération, qui évoque des "pistes" explosives de réforme du code du travail, a mis mercredi le feu aux poudres, même si le gouvernement se défend de tout "plan caché".

Laurent Berger. "Mais je le dis tout de suite: si le gouvernement veut travailler sur un certain nombre de pistes qui sont amenées dans certains journaux ces jours-ci, il faut qu'il arrête tout de suite, ça ne sert à rien de mener la réflexion car pour la CFDT, c'est non !"

"C'est non sur le référendum à usage exclusif de l'employeur, c'est non pour négocier le contrat de travail dans l'entreprise, c'est non pour assouplir les conditions du CDD", a détaillé le numéro un de la CFDT.

"Apparemment, on ne nous dit pas tout", a tempêté Philippe Martinez, numéro un de la CGT jeudi dans Le Parisien où il accuse le gouvernement d'avancer "masqué".

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a lui aussi qualifié les pistes évoquées de "pas acceptables". "Il va falloir que le gouvernement s'explique", a-t-il demandé. AFP 08.06

C'est ce qu'ils disent tous avant, ensuite ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour permettre au gouvernement en place d'appliquer sa politique. Ce nouvel épisode va alimenter la crise au sein du mouvement ouvrier, c'est la seule bonne nouvelle du jour.

La casse.

- Les conseils de casse du gouvernement - Liberation.fr

En s'attaquant d'emblée, ce jeudi, aux réformes des rythmes scolaires et du collège, l'exécutif confirme son intention d'autonomiser les établissements. Un choix que nulle évaluation des dispositifs précédents n'est venu étayer et qui anéantit toute idée de stabilité. Liberation.fr

L'Etat policier.

- «A Calais, il n'y a plus rien à part la répression et le tout sécuritaire.» - Liberation.fr

Trois unités supplémentaires de forces mobiles. Voici la première décision du nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, sur le dossier des migrants dans le nord de la France. Quelque 150 policiers et gendarmes seront déployés dans le Calais, où le nombre d'exilés, comme tous les ans à cette période, augmente de nouveau.

- État d'urgence: "les autorités sont dans une forme d'accoutumance" - L'Express.fr

Une loi prévoit de faire entrer l'état d'urgence dans le droit commun.

Selon Le Monde, qui a consulté le texte, "ce sont quasiment toutes les mesures de l'état d'urgence qui vont se retrouver dans le droit commun, avec quelques modifications marginales": assignations à résidence, perquisitions administratives, fermeture de lieux de culte et zones de protection et de sécurité. Autant de mesures qui seront décidées sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et des préfets, sans l'intervention d'un juge judiciaire.

Des ONG, des professeurs de droit, et certains politiques dénoncent une atteinte aux libertés individuelles. Explication avec Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Nanterre.

Que pensez-vous de ce projet de loi?

Serge Slama: Malheureusement, c'est une prophétie auto-réalisatrice. Depuis la mise en place de l'état d'urgence, nous sommes plusieurs à dénoncer un risque d'accoutumance. Nous avons répété qu'il ne fallait pas que l'état d'urgence perdure, car la classe politique pourrait banaliser l'exception. D'ailleurs, Macron dit vouloir "sortir de l'état d'urgence". Sauf que, pour cela, il prend les principales mesures de l'état d'urgence et les inscrit dans la loi. Or il n'a jamais été démontré qu'elles étaient efficaces contre le terrorisme.

C'est donc problématique: on introduit dans la durée des mesures qui portent atteinte aux libertés, qui ne sont pas efficaces dans la lutte contre le terrorisme et qui produisent des effets collatéraux importants, car elles stigmatisent et marginalisent une partie de la population.

Et puis, à l'origine, l'état d'urgence n'a pas pour fonction de lutter contre le terrorisme, mais de neutraliser les agitateurs, d'enfermer les opposants. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il avait été créé en 1955, pendant la guerre d'Algérie.

Pourquoi le gouvernement persiste-t-il?

Les autorités publiques sont tombées dans le piège de la communication, mais aussi dans une forme d'accoutumance, car c'est toujours plus pratique et rapide, pour les policiers, de passer outre le juge judiciaire.

Dans le droit commun, les forces de l'ordre doivent attendre l'aval d'un juge judiciaire, qui garantit et protège les libertés individuelles, avant de mener des perquisitions. Pas avec l'état d'urgence.

Inscrire ce genre de mesures d'exception dans le droit commun n'est pas très rassurant du point de vue des libertés.

Pensez-vous que le Parlement votera majoritairement pour? Il est fort probable que la majorité soit en faveur de ce texte. Après, peut-être qu'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sera posée et que le Conseil constitutionnel pourra trancher. L'Express.fr 07.06

- Le Centre national de contre-terrorisme : nouvelle task force au sein de l'Élysée - Franceinfo

Le gouvernement a présenté ce mercredi 7 juin au matin en Conseil des ministres son projet de Task force. Franceinfo 07.06

Ils osent tout.

- EELV "n'a pas eu le même culot" que Macron, déplore Cohn-Bendit - AFP

- Avec la réforme du code du travail, les droits des salariés vont-ils être respectés? - Le Huffington Post

- Des feux piétons LGBT pour promouvoir la tolérance - Franceinfo

La ville de Madrid a installé de nouveaux feux piétons à l'occasion de la Gay pride. On y voit des couples homosexuels se tenir par la main. Franceinfo 07.06

- FMI. Protéger les dépenses d'éducation et de santé dans les pays à faible revenu - Le Huffington Post

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis. Fake news. Flop !

1.1- - Le témoignage accablant de l'ex-directeur du FBI contre Trump - lefigaro.fr

Cependant, les républicains ont été réconfortés par les assurances, plus tôt dans la journée, de deux hauts responsables du renseignement américain lors d'une audition devant la même commission. Dan Coats, directeur du Renseignement national, a déclaré qu'ils n'avait jamais subi de pression pour orienter «une enquête en cours». Et Mike Rogers, directeur de l'agence d'espionnage NSA, a assuré qu'on ne lui avait jamais «ordonné» de «faire quoi que ce soit d'illégal, d'immoral, de contraire à l'éthique ou d'inapproprié». lefigaro.fr 07.06

1.2- Etats-Unis Christopher Wray nommé chef du FBI - Liberation.fr

Donald Trump a annoncé mercredi qu'il allait nommer Christopher Wray à la tête du Bureau fédéral d'investigation (FBI), en remplacement de James Comey, limogé brutalement début mai alors qu'il enquêtait sur des soupçons d'ingérence russe dans l'élection présidentielle.

Wray est un avocat au cabinet King and Spalding. Vétéran de la justice américaine, il a été en charge de 2003 à 2005 de la Division criminelle, l'une des plus importantes du ministère sous la présidence de George W. Bush.

Ce poste ministériel lui aura aussi permis de travailler étroitement avec le FBI. Wray a été diplômé de la faculté de droit de Yale en 1992, où il a été le rédacteur en chef du Yale Law Journal, un poste prestigieux réservé à l'élite des juristes.

Sa nomination à la tête du FBI, que le Sénat doit encore approuver, intervient à la veille de l'audition par une commission parlementaire de Comey. «Il faut qu'il dise tout. [...] Les Américains méritent d'entendre toute la vérité, rien que la vérité», a affirmé le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer. Liberation.fr 07.06

- Deux chefs du renseignement disent n'avoir jamais subi de pression de la Maison Blanche. Le Huffington Post 07.06

2- Iran

- L'EI s'attaque à l'Iran - Liberation.fr

L'Etat islamique a revendiqué un double attentat à Téhéran, mercredi, faisant au moins 13 morts et 46 blessés. Une première dans le plus grand pays chiite. Cet assaut spectaculaire risque d'envenimer les relations entre la République islamique et son rival, l'Arabie Saoudite. Liberation.fr 07.06

3- Corée du Sud

- Le président sud-coréen bloque le bouclier antimissile américain - LeFigaro.fr

Tout juste élu, le président Moon Jae-in a annoncé mercredi le gel du déploiement du système de défense antimissile américain, Thaad (Terminal High Altitude Area Défense) sur le sol de la Corée du sud. Il repositionne ainsi son pays dans le conflit qui oppose les États-Unis à son voisin nord-coréen. Ce conflit pèse sur les événements diplomatiques et militaires en Asie du Nord-Est depuis des années et a pris une nouvelle ampleur depuis l'arrivée de Donald Trump aux affaires.

Leader démocrate, Moon Jae-in a été élu en mai dernier lors des élections présidentielles anticipées après la destitution de la présidente Park Guen-hye pour corruption. Après des déclarations de campagne très critiques vis-à-vis de l'installation des premiers lance-missiles américains dans la région de Seongju, le nouveau président a expliqué vouloir geler l'installation de ce bouclier antimissile, en attendant le résultat d'une enquête sur son impact environnemental.

Quatre nouveaux lanceurs antimissiles du système Thaad se retrouvent donc bloqués sur une base militaire américaine de Corée du sud. Ils sont l'objet de vives tensions entre la nouvelle présidence et l'armée sud-coréenne qui s'était entendue tacitement avec les forces américaines pour faire rentrer les lanceurs dans le pays sans en informer le nouveau président. Cet incident a mené à la démission d'un haut responsable du ministère de la Défense. Il souligne aussi les limites du traité de sécurité entre les deux pays datant de la guerre de Corée, mais surtout marque le tournant diplomatique engagé par le nouveau président démocrate sud-coréen.

Officiellement due à des préoccupations écologiques, la décision de Moon rompt avec la direction prise par l'ex-présidente qui avait engagé le déploiement du bouclier sur le sol coréen en 2016. Avec cette décision, le nouveau président cherche surtout la levée des sanctions économiques imposées par la Chine. Pékin considère que le déploiement de ces deux premiers lanceurs du Thaad représente une menace pour ses propres systèmes de missiles et un risque d'espionnage de la part des Américains que la Chine ne veut pas voir s'approcher si près de ses frontières. Le président sud-coréen, lui, cherche à renouer le dialogue avec le voisin chinois, et envisage aussi une discussion future avec Pyongyang, comme il l'avait annoncé tout au long de sa campagne.

Cette volonté d'apaisement pourra-t-elle redessiner les relations entre les principaux protagonistes de la région? LeFigaro.fr 07.06

4- Irak

- Kurdistan irakien: référendum sur l'indépendance le 25 septembre - AFP

Le Kurdistan, région autonome du nord de l'Irak riche en pétrole, a annoncé mercredi la tenue d'un référendum sur son indépendance le 25 septembre, malgré l'opposition de Bagdad et des réticences attendues internationalement. AFP 07.06

5- Syrie

5.1- Syrie: l'alliance anti-EI gagne du terrain à Raqa - AFP

Les combattants kurdes et arabes soutenus par les Etats-Unis gagnaient du terrain mercredi à Raqa au lendemain du lancement de l'assaut final... AFP 07.06

5.2- Frappes sur la Syrie: le Hezbollah et l'Iran menacent Washington d'une riposte - sputniknews.com

Les frappes de la coalition dirigée par les États-Unis sur la Syrie ne resteront pas impunies, préviennent le Hezbollah et Téhéran, deux alliés de Damas qui promettent de riposter si nécessaire en frappant les positions de l'armée américaine.

L'état-major opérationnel des alliés de la Syrie, qui regroupe le mouvement chiite libanais Hezbollah et la République islamique d'Iran, a annoncé sa volonté de riposter si nécessaire aux bombardements sur la Syrie de la coalition internationale en frappant les positions des militaires américains.

« Le sang des fils de la Syrie, de l'Armée arabe syrienne et de ses alliés n'est pas bon marché et l'éventualité de frapper leurs positions [celles des États-Unis, ndlr] en Syrie et dans ses alentours est possible à toute heure si nécessaire, compte tenu de l'existence de lance-missiles et d'autres installations militaires », a annoncé l'état-major dans une déclaration.

Et de qualifier les actions de la coalition d'« agression lâche » et de preuve d'« hypocrisie des États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme ».

Les alliés de Damas ont expliqué l'absence de toute riposte jusqu'à présent par leur « maîtrise de soi », tout en soulignant qu'ils ne tarderaient pas à agir si Washington « brûlaient les lignes rouges ». sputniknews.com 07.06